

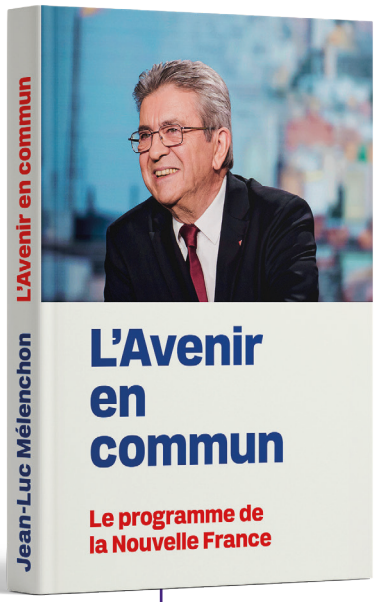
7 NOVEMBRE 2026

DOSSIER DE PRESSE

Convention

contact presse
presse@melenchon2027.fr

MELENCHON 2027.fr



L'Avenir en commun se présente d'abord comme **un programme électoral** pour un **gouvernement de rupture avec l'ordre économique et culturel établi par 40 ans de néolibéralisme débridé.** Il a été composé, mis à jour, retravaillé et proposé aux votes à l'occasion de **trois élections présidentielles**. En effet, sa première édition a été publiée le 1er décembre 2016. Celle-ci avait pour point de départ le programme **L'Humain d'abord**, porté par les insoumis et les communistes dans l'élection présidentielle de 2012. Lors des votes pour les présidentielles de 2017 et 2022, *L'Avenir en commun* a réuni jusqu'à **près de 8 millions de personnes mobilisées en 2022**. Son ancrage populaire et son sérieux reconnus de toutes parts lui ont permis aussi d'être la base des programmes d'union de la gauche dans les législatives de 2022, avec **la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale, et de 2024, avec le Nouveau Front Populaire.**

Cette **5e édition du programme** insoumis n'est pas un simple catalogue de mesures ou d'inventions de quelques technocrates isolés dans un bureau. **Syndicats, associations, collectifs, scientifiques** ont été consultés : chacune des propositions est ancrée dans le mouvement réel de la société dont elles viennent souvent très directement.

Le dernier travail de réactualisation du programme a commencé au **printemps 2026**. Il s'est basé sur la **réactualisation déjà faite en 2025** pour se préparer à l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée. Ce travail a été mené par **les 80 parlementaires insoumis** dont chacun a la charge de suivre, discuter, travailler avec un secteur particulier de la société. Il est aussi le fruit du travail permanent mené par **les quarante groupes thématiques de la France insoumise** qui sont chacun **experts de leur sujet**. Ils ont recueilli et traité les contributions citoyennes : **du 20 mai au 20 juin 2026.** Chaque personne qui le souhaitait a pu proposer l'ajout ou la modification d'une mesure **directement sur le site de campagne de Jean-Luc Mélenchon.** Près de **24 000 contributions** ont été reçues, soit **cinq fois plus qu'en 2022** et **huit fois plus qu'en 2017**. En parallèle, une **trentaine d'auditions** ont été menées avec des **experts, syndicats, ONG ou encore associations.** Une masse de suggestions et commentaires ont été traités.

Ce travail programmatique a été coordonné par **Clémence Guetté, vice-présidente de l'Assemblée nationale et co-présidente de l'Institut La Boétie, et Hadrien Clouet, député LFI.**

Le programme en quelques chiffres

> 1069 mesures en tout (831 dans l'édition 2025 et 694 dans l'édition 2022)

> 238 nouvelles mesures

> 118 mesures modifiées ou précisées

> 24 000 contributions citoyennes

> Une trentaine d'auditions menées



Une nouvelle organisation de *L'Avenir en commun* 2026 pour répondre aux urgences de notre temps

Cette nouvelle édition de *L'Avenir en commun* se construit en **six parties** qui correspondent chacune aux **six grandes ruptures qu'impose notre temps** :



Écologique :
Pour une bifurcation écologique et sociale



Économique :
Une économie au service des besoins



Sociale :
Mettre en sécurité sociale



Scientifique :
Le goût du futur : aux nouvelles frontières de l'Humanité



Démocratique :
Fonder la 6e République



Diplomatique :
Un monde ordonné

Des nouveaux axes pour répondre aux nouveaux enjeux

Planifier l'adaptation au changement climatique

Les catastrophes naturelles se multiplient.
Leurs conséquences désorganisent toujours plus lourdement le fonctionnement de nos sociétés.

L'été que nous avons vécu en France en est la démonstration :

- 98 000 hectares de forêts et de bois partis en fumée
- 8 000 décès liés à la chaleur lors des canicules

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Augmenter les effectifs et les moyens des forces de sécurité civile
- Planifier l'installation de solutions de rafraîchissement dans les hôpitaux, les EHPAD, les écoles, les lieux collectifs et les espaces publics
- Développer une filière française de bombardiers d'eau et de drones de lutte contre les feux de forêts

S'organiser pour faire face aux maladies écologiques

Aujourd'hui, nombreuses sont les maladies qui sont liées au mode de production capitaliste : zoonoses, mais aussi cancers, diabète, obésité, infertilité, allergies. L'eau, l'air et l'alimentation ont été empoisonnés par des pratiques soucieuses uniquement de produire à bas coûts. Éradiquer les facteurs écologiques favorisant ces maladies écologiques est possible :

- 80 % de notre santé est déterminée par notre environnement
- 40 % des cancers sont évitables en agissant sur l'environnement

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Intégrer la santé environnementale dans toutes les politiques publiques, notamment par une obligation d'évaluation santé-environnement des projets d'infrastructure et des lois
- Adopter un plan d'éradication des maladies chroniques liées à l'exposition aux pollutions (pesticides, radioactivité, amiante, produits chimiques, etc.)
- Appliquer un principe de précaution sanitaire avec une liste d'interdiction des substances dangereuses avérées, suspectées et présumées

Mettre l'intelligence artificielle au service de l'émancipation collective

La propagation de l'usage de l'IA est un phénomène récent. ChatGPT a été lancé en novembre 2022, après la dernière élection présidentielle :

- En janvier 2026, 44 % des Français utilisent déjà l'IA

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Développer des petits modèles spécialisés, plus sobres sur le plan écologique, notamment pour la planification écologique, la santé, le droit et la culture
- Créer une Autorité nationale de l'Intelligence artificielle qui délivre aux systèmes d'IA définis comme à haut risque une autorisation de mise sur le marché, afin de s'assurer qu'ils respectent la législation en vigueur et ne risquent pas de mettre en danger la société
- Étendre au numérique et à l'IA le champ des domaines sensibles dans lesquels l'État peut siéger au conseil d'administration des entreprises et dispose d'un droit de veto sur la vente d'actifs à des fonds étrangers (actions spécifiques)
- Créer un domaine public des données auquel appartiennent par défaut toutes les données numériques des services publics, administrations publiques et entreprises publiques françaises
- Décréter un moratoire sur l'installation de centres de données non souveraines (sans aucune participation publique)



Des nouveaux axes pour prendre en compte toutes celles et ceux qui composent la Nouvelle France

Reconnaître toutes les familles

Dans la Nouvelle France, les familles ne sont plus construites selon une norme unique. Tant de choses ont changé depuis 1958, année de promulgation de la Ve République :

- Le nombre de divorces a été multiplié par 3 en 50 ans
- 3 enfants sur 10 ont des parents séparés et ne vivent pas avec leurs deux parents dans le même logement
- 1 famille sur 4 est monoparentale

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Créer un statut « famille monoparentale » sur le modèle du statut « famille nombreuse » ouvrant le droit à des réductions de tarifs dans les transports et les services publics
- Reconnaître un statut de beau-parent, sous condition de l'intérêt supérieur de l'enfant et d'une participation effective aux tâches éducatives
- Étendre la solidarité aux liens extra-familiaux et amicaux, en ouvrant aux salariés un droit au congé de proche aidant et au congé parental pour soutenir un ami



Des nouveaux axes pour préciser davantage notre programme

Un pacte productif écologique avec les petites entreprises

Les politiques libérales de baisses du coût du travail et de délocalisation n'ont profité qu'à une poignée de multinationales, pendant que les TPE/PME connaissent aujourd'hui un record de défaillances et une paupérisation de leurs dirigeants :

- 70 000 fermetures d'entreprises en 2025

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Renforcer les sanctions contre les retards de paiement des grands groupes envers les petites et moyennes entreprises
- Mettre à disposition des TPE/PME un outil public et gratuit pour la gestion des factures électroniques
- Interdire la refacturation de la taxe foncière au locataire dans les baux commerciaux et créer un encadrement des loyers des baux commerciaux

Mettre au pas la finance

La financiarisation est un danger : à nouveau, nous sommes menacés d'une crise financière mondiale. Bénéficiant de l'absence quasi totale de règles, une nouvelle finance non bancaire a envahi notre économie :

- Les LBO représentent 73 % des actifs sous gestion des fonds de capital-investissement en Europe, contre 50 % aux États-Unis et 46 % au niveau mondial

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Réguler la « finance de l'ombre » (le secteur financier non-bancaire) aussi strictement que les banques et interdire aux banques de prêter aux acteurs les plus risqués de la finance non-bancaire
- Instaurer un régime d'autorisation préalable par l'État pour les grandes opérations de LBO (rachat d'une entreprise qui recourt à l'emprunt) et supprimer leurs avantages fiscaux



Protéger les enfants

La France a encore du chemin à faire concernant la lutte contre les violences faites aux enfants. Lutter contre les violences passe par une justice qui en a les moyens mais suppose aussi une réelle politique de prévention, de dépistage mais aussi de réparation :

- Chaque année, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles
- 5,4 millions d'adultes vivent avec le poids des violences sexuelles subies dans l'enfance

Parmi les nouvelles mesures proposées par le programme :

- Engager un plan de lutte contre le phénomène social massif des violences sexuelles faites aux enfants fondé sur les préconisations de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise)
- Inscrire dans les emplois du temps des élèves des séances d'information adaptée à leur âge sur l'enfance maltraitée, notamment sur les violences intrafamiliales à caractère sexuel et sur les violences commises par des adultes exerçant une fonction d'autorité
- Garantir un accompagnement individualisé tant sur le plan social que juridique, ainsi que la prise en charge d'un parcours de soins spécialisé pour les victimes de violences sexistes et sexuelles pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale



La suite des documents programmatiques de la France insoumise

Différents documents programmatiques seront publiés tout au long de la campagne.

LES PLANS THÉMATIQUES

Les plans thématiques sont des documents complémentaires de *L'Avenir en Commun*, le programme de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle.

Ils établissent la quarantaine d'objectifs politiques, du plein emploi à la démocratisation de la révolution numérique, en passant par la planification écologique, que nous nous fixons pour le quinquennat. Ils balisent le chemin pour les atteindre. Ils présentent ainsi de manière approfondie et détaillée les actions qu'entreprendra le gouvernement insoumis dès son arrivée au pouvoir en mai 2027 pour faire face aux défis et aux urgences de notre temps.

Ils sont déjà sortis :

- Comment nous allons garantir l'égalité pour des ruralités où il fait bon vivre
- Comment nous allons refonder l'enseignement supérieur, la recherche et la formation continue
- Comment nous allons reconstruire notre système de santé



LES PLANS D'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Les plans d'investissement productif de la France insoumise présentent nos objectifs de production dans une série de filières stratégiques et les investissements nécessaires pour les atteindre. En partant des besoins écologiques et sociaux du pays, ils détaillent les programmes d'investissements publics précis que mettra en place le gouvernement insoumis dans le cadre de la planification écologique.

Ils sont déjà sortis :

- BTP/logement
- Automobile



Différents documents programmatiques seront publiés tout au long de la campagne.

POUR UN PÔLE PUBLIC BANCAIRE

D'immenses investissements productifs sont nécessaires pour faire face à l'urgence sociale et aux bouleversements écologiques. Or, ces investissements reculent et la droite brandit la dette pour justifier son inaction. Le pôle public bancaire soutiendra les investissements définis dans le cadre d'une planification écologique nationale décidée de façon démocratique. Nous exposons notre projet, que nous mettrons en place dès la première année.

COMMENT NOUS ALLONS REMETTRE DE L'ORDRE DANS LES COMPTES PUBLICS

Ce document présente les grandes orientations budgétaires que la France insoumise propose pour l'année 2027. Il ne constitue pas un chiffrage complet du programme *L'Avenir en Commun* qui s'étalera sur plusieurs années.



Notes

Notes

Notes



contact presse
presse@melenchon2027.fr

LA FRANCE INSOUMISE

MELENCHON 2027.fr